

médiaire de sa délégation à New York. Notre représentant a fait valoir le point de vue du Canada. Ses membres n'ont pas mené de cabale; ils ne se sont pas faits non plus les apôtres de quelque doctrine que ce soit. Ils ont simplement exprimé l'avis, partagé selon moi par la très grande majorité du peuple canadien, que le gouvernement de la République populaire de Chine doit représenter la Chine aux Nations Unies.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: La délégation a donc exprimé son point de vue puis voté comme les autres.

* * *

L'AGRICULTURE

LE MAÏS—L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE AU SUJET DE LA BAISSÉ—LE GOUVERNEMENT ET LES PROPOSITIONS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Agriculture, étant donné qu'il s'agit du moyen de subsistance de bien des citoyens. Vu que la valeur marchande de la récolte canadienne de maïs commercial a continué à baisser d'un ou deux millions de dollars par semaine, le ministre pourrait-il nous dire s'il a invité les ministres de l'Agriculture des provinces intéressées ou les représentants de l'industrie à conférer avec lui en vue de trouver une solution, et si les propositions qui ont pu être faites ont eu l'accord du gouvernement?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai eu plusieurs entretiens avec les producteurs de maïs eux-mêmes ou avec leurs représentants. On a fait un certain nombre de propositions qui nous paraissent acceptables, et qui ont trait, en particulier, à des programmes de construction de silos et d'élévateurs supplémentaires. On a toutefois proposé une autre solution, qui consisterait à imposer une certaine valeur aux fins de droits ou une surtaxe sur le maïs; le prix actuel du maïs canadien est, en effet, inférieur de huit ou neuf cents le boisseau à celui du maïs américain vendu à Montréal à un prix de concurrence.

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE SILOS ET D'ÉLÉVATEURS À ÉRIEAU

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il accepté de faire procéder à une étude visant à déterminer la possibilité de mettre en place dans le sud de l'Ontario, sur les rives du lac Érié, des installations destinées à la manutention des grains, de façon à mettre à profit les moyens de communication par voie d'eau qu'offre cette région?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Nous n'avons pas accepté de faire procéder à une nouvelle étude, mais quelques études ont été faites quant à la possibilité de manutentionner des grains à Érié, et je suis sûr que le député connaît les résultats de cette étude.

[L'hon. M. Sharp.]

L'ÉCHANGE DE CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTRE PROVINCIAL DE L'AGRICULTURE AU SUJET DES DIFFICULTÉS DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU QUÉBEC

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Je voudrais demander au ministre de l'Agriculture si son homologue du Québec lui a écrit au sujet des difficultés que connaissent les producteurs de pommes de terre.

M. l'Orateur: J'ai des doutes au sujet de la recevabilité de cette question supplémentaire. J'ai l'impression qu'elle n'est pas strictement supplémentaire, mais la question ayant été posée, je permettrai au ministre d'y répondre immédiatement.

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur, du moins, pas que je sache. Cependant, je vais vérifier si nous avons reçu une telle lettre.

* * *

LA SANTÉ

LA PÉNURIE DE MÉDECINS ET D'ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet de la conférence tenue vendredi dernier. Le D^r Evans, doyen de la faculté de médecine à l'Université McMaster, a réclamé la formation immédiate d'un plus grand nombre de médecins canadiens et la construction d'autres écoles de médecine, afin que le Canada ne prive plus ses jeunes gens qualifiés de l'occasion de devenir médecins. Cessons, a-t-il dit, de combler le vide par des médecins étrangers. Par suite de cette déclaration, le ministre est-il maintenant disposé à donner suite aux instances présentées par le D^r Evans et d'autres experts, et aussi par l'Association médicale du Canada précédemment, et à construire d'autres écoles de médecine au Canada, qui resteraient ouvertes toute l'année plutôt que pendant neuf mois seulement?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous consacrons des millions de dollars à la construction de nouvelles écoles de médecine. En ce qui concerne certaines autres recommandations auxquelles fait allusion le député, comme celle de garder ouvertes toute l'année nos écoles de médecine existantes et les installations très onéreuses des nouvelles écoles que nous construirons, et celle d'accroître le nombre d'élèves dans chaque classe, ce sont des questions qui devront être étudiées de près par les écoles de médecine et les provinces. Le doyen Evans serait tout désigné pour mettre en œuvre de telles politiques.

• (2.40 p.m.)

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, je voudrais savoir si le ministre pense ou non qu'il y a une pénurie de médecins.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Rynard: Je voudrais une réponse.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député invite le ministre à indiquer s'il y aurait à son avis une pénurie de médecins, et je ne crois pas la question recevable.